

Lapidation d'Aisha

Une prise de position forte réclamée

Par Joyce Chimbi



envers le genre.

«Nous avons passé notre journée à discuter de violence basée sur le genre et personne n'a pipé mot à propos de la jeune somalienne lapidée. Je crois qu'il est important de faire remarquer à ce forum que quelque chose doit changer », a déclaré Mbuyiselo Botha qui travaille pour le Sonke Gender Justice.

Lors d'un entretien à l'issue de la session plénière au cours de laquelle il a soulevé

cette question, Botha a dit que ce sont dans de tels forums que les chefs religieux et les leaders traditionnels, de même que les politiciens, doivent rendre compte à propos de telles violations flagrantes aux droits humains. «Les leaders traditionnels sont les gardiens de la morale. Il n'y a pas de meilleures plateformes pour soulever ces questions de pratiques dangereuses».

Botha était insatisfait de la promesse faite par le président de séance à l'effet que cette question serait soulevée un peu plus tard durant une autre session. «Je crois que l'affaire n'a été bien traitée, d'autant plus que c'est un problème qui est au cœur même de ce forum.

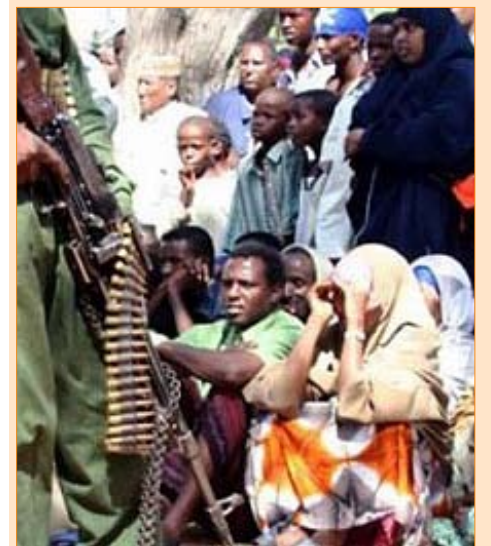
Il méritait de ce fait une reconnaissance sans provocation », estime Botha.

La plupart des délégués interviewés ont exprimé des attentes à l'effet qu'une déclaration forte condamnant cet acte, de même que les autres ayant trait à la violence envers le genre, émane de ce forum. «Il est significatif que cette question prenne vie à la conférence car autrement, on ne pourra célébrer le thème de cette année avant longtemps», a souligné un délégué préférant conserver l'anonymat.

«Je crois qu'il y a une divergence entre ce que les gens pensent de l'Islam, entre certaines pratiques et le véritable Islam car je peux vous dire que l'Islam véritable est une des religions qui renforce vraiment les capacités des femmes », estime le professeur Mazahir Osman, secrétaire général du *International Muslim Women's Union* du Soudan.

Ihasan Koghali qui a été deux fois ministre de la Santé et des Affaires intérieures au Soudan ajoute que «l'Islam ne perpétue pas la violence envers les femmes... Bien entendu, il y a des cas isolés de violence mais il ne faut pas en faire une généralité ».

Botha a tenu à souligner que les participants à de telles conférences ne doivent pas mâcher leurs mots à propos des violations flagrantes aux droits des femmes qui continuent à être perpétrés sous leurs nez. «C'est seulement quand nous aurons libéré les femmes de toutes les formes de violation que nous pourrions parler de vraie libération », a conclu Botha.



Lapidée pour avoir été violée

Elle avait 13 ans et elle a été lapidée à mort par une foule composée de plus d'un milliard d'hommes, dans un stade de football à Kismayu en Somalie. Cette atrocité a eu lieu le 28 octobre dernier. La jeune somalienne Aisha Ibrahim Duhulow a été «punie» par les autorités pour «adultère». C'est la version officielle des autorités somaliennes qui soutiennent que le fille avait en fait 23 ans et qu'elle a admis devant un tribunal islamique avoir commis l'adultère.

Mais cette version contraste singulièrement avec celle d'Amnesty International. Selon cette organisation non-gouvernementale et l'Organisation des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la jeune fille avait 13 ans et a été violée par trois hommes alors qu'elle était en route pour visiter un parent à Mogadishu, capitale somalienne.

C'est au moment où les parents d'Aisha ont essayé de rapporter l'incident à la milice qui contrôle Kismayu que l'enfant a été arrêtée et détenue. La victime est alors devenue accusée. Aucun des hommes qui l'ont violée n'a été arrêté.

La lapidation d'Aisha est le premier assassinat public en Somalie depuis deux ans. Ce pays est actuellement ravagé par la guerre. Selon la Sharia, une fille de 13 ans ne peut être accusée d'adultère. Mais pour contourner le problème, les autorités ont préféré dire qu'elle n'avait pas dit la vérité sur son âge. Fait qui aurait été «confirmé» par les journalistes de la presse écrite et certaines radios. Ces derniers auraient ensuite été «invités» à assister à la lapidation.

Les tortionnaires d'Aisha l'ont enterrée jusqu'au cou avant de lui lancer des pierres. Selon le *Daily Mail* britannique, la jeune fille pleurait et criait: «Ne me tuez pas, ne me tuez pas!» alors qu'on l'enterrait. Selon cette même source, à un moment, la lapidation s'est interrompue pour que des infirmiers puissent vérifier qu'Aisha était encore en vie. Ils l'ont retirée du trou dans lequel on l'avait placée et une fois qu'ils ont vu qu'elle était toujours en vie, ils l'ont remise en terre pour que la lapidation puisse continuer.

Un témoin aurait affirmé à la BBC que la jeune fille avait demandé à l'administration islamique à Kismayo ce qu'ils allaient faire d'elle. «Que voulez-vous de moi ? » Ils lui auraient répondu : «Nous faisons ce qu'Allah nous demande de faire.»

Toujours selon ce témoin, «quelques minutes après, une cinquantaine d'hommes l'ont lapidée.» Il ajoute que personne n'a essayé d'arrêter les officiels islamistes qui étaient armés.

Ouverture de l'ADF VI

Investir dans les femmes, cela rapporte !

Par Deepa Bhokhun

Une petite blague échangée entre délégués hier matin après la cérémonie d'ouverture du sixième forum pour le développement de l'Afrique: «Maintenant que les hommes ont compris qu'arrêter la discrimination envers les femmes peut les aider à gagner plus d'argent, il se peut que la bataille pour les mêmes droits est en train d'être gagnée.»

Elle n'est pas aussi insignifiante qu'elle y paraît cette petite blague. En fait, elle est tellement pertinente que l'on prend conscience qu'effectivement, nous sommes peut être en train d'assister à la fin de la rhétorique vide sur la nécessité de mettre fin à toutes sortes de discrimination contre les femmes.

Car l'argumentaire est fort et a été très bien exprimé hier matin par Ulla Tornaes, ministre danoise du Développement et de la Coopération, qui était l'invitée spéciale de ce sixième forum. «Investir dans le renforcement des capacités des femmes et dans l'égalité du genre va au-delà de l'allocation de budgets spécifiques aux ministères de la Femme. Ce qu'il faut, c'est un changement de paradigme qui fera que les pays partenaires et les bailleurs de fonds collaboreront pour promouvoir l'égalité du genre. Le point de départ est l'application des principes de la Déclaration de Paris qui portent sur les nouvelles modalités d'aide en faveur de l'égalité du genre ».



De gauche à droite: Abdoulie Janneh, Secrétaire Exécutif de la CEA, Jean Ping, Président de l'Union Africaine et Donald Kaberuka, Président de la Banque de Développement africaine. Photo: Trevor Davies.

Selon elle, on pourrait parvenir à de grandes réalisations si les bailleurs de fonds et les pays partenaires harmonisaient leurs stratégies et leurs objectifs en menant par exemple des études conjointes basées sur la recherche de données compilées sur la base du sexe, en

développant des indicateurs pour atteindre les objectifs des pays partenaires et renforcer les capacités des femmes tant au niveau des ministères qu'au niveau de la société civile. «L'égalité du genre est un moyen efficace de

Les femmes laissées pour compte dans les soins contre la tuberculose

Par Masimba Biriwasha



Session de counselling avant le test de dépistage au VIH/SIDA à Marondera, Zimbabwe. Photo: Trevor Davies

Le sujet de la tuberculose (TB) retient l'attention du monde entier, y compris des médias. La plupart des articles et des reportages de presse se concentrent sur l'information quant aux formes les plus résistantes de la maladie, rendant compte de la fuite des patients de l'hôpital et explorant la sensibilité importante des personnes vivant avec le VIH à l'égard de la tuberculose.

Malheureusement dans ce grand débat ayant cours dans les médias et dans les forums régionaux, on porte peu d'attention, sinon aucune, à la vulnérabilité particulière des femmes vis-à-vis de la tuberculose. Cette maladie a un impact majeur sur la santé reproductive et sexuelle des femmes et sur la santé de leurs enfants dont elles prennent généralement soin.

En Afrique sub-saharienne, la tuberculose menace de faire perdre tous les gains obtenus de la conscientisation au VIH/SIDA. Cependant, les solutions ne sont pas faciles, en particulier quand elles concernent le bien-être des femmes.

Une myriade de facteurs économiques et sociaux, de même que des faiblesses dans le système

de santé, des laboratoires insuffisants, le tout combiné à des taux élevés d'infections au VIH/SIDA, sont en train d'alimenter la réapparition de la tuberculose dans la région. L'insécurité alimentaire, des installations sanitaires pauvres et la surpopulation contribuent à la propagation facile et rapide de cette maladie.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, bien que la population d'Afrique ne constitue que 11% de la population mondiale, elle compte pour plus d'un quart du fardeau de la tuberculose avec un nombre estimé de 2.4 millions de cas et 540 000 décès annuels liés à cette maladie.

Pour les femmes enceintes vivant dans les régions où les taux de tuberculose sont élevés, il y a des risques accrus de transmission de cette maladie de la mère à l'enfant avant, pendant l'accouchement et après la naissance. Ce mal, en particulier s'il est associé au VIH/SIDA, est aussi responsable de l'incidence élevée de la mortalité maternelle et infantile. Une étude menée en Afrique du Sud auprès de femmes enceintes dont 77% étaient séropositives, a montré lors de l'accouchement une

transmission de la tuberculose de la mère à l'enfant dans 15% des cas.

L'infection au VIH/SIDA augmente les probabilités d'infection à la tuberculose par plus de 50%. Il est estimé qu'un tiers des 24.5 millions de personnes vivant avec le VIH en Afrique sub-saharienne est aussi infecté à la tuberculose.

Vu le nombre élevé de femmes séropositives dans la région – la majorité des personnes vivant avec le VIH en Afrique sub-saharienne (61% ou 13.1 millions) sont des femmes –, il est clair qu'il s'agit du plus grand groupe menacé par l'infection à la tuberculose et celui plus sujet au développement de résistance envers les médicaments.

Même en cas de disponibilité des médicaments contre cette maladie, le statut socio-économique des femmes et les multiples rôles associés à leur genre comme la maternité et les soins, les met à risques d'être infectées aussi bien au VIH/SIDA qu'à la tuberculose. Pour plusieurs femmes dans la région, les coûts requis pour accéder aux centres de santé et recevoir le traitement contre la tuberculose sont si élevés qu'elles ne peuvent y accéder en raison de la pauvreté et de positions socio-économiques inférieures.

La stigmatisation associée au diagnostic de la tuberculose et ses liens au VIH/SIDA contraignent aussi bien les hommes que les femmes à retarder leur dépistage. Dans certains cas, quand les hommes mariés sont positivement testés à la tuberculose, il est probable qu'ils vont garder l'information pour eux, augmentant ainsi les risques de transmission de la maladie à leurs partenaires et à leurs enfants.

De plus, les femmes dans la région sont grandement responsables de l'entretien de la famille, incluant les soins aux enfants et cela peut affecter la prise régulière de leurs médicaments. Il est probable qu'une femme infectée à la tuberculose transmette la bactérie à ses plus jeunes enfants.

Et bien entendu, quand les enfants ou d'autres membres de la famille tombent malades, dans la plupart des cas, ce sont les femmes qui prennent soin d'eux. Cela les rend non seulement vulnérables à l'infection, si

elles ne sont pas déjà infectées, mais cela les empêche aussi d'exercer d'autres activités rémunératrices comme aller au travail ou gérer une entreprise.

Un autre souci additionnel pour les femmes est que la prise de médicaments contre la tuberculose interfère avec l'utilisation de la contraception, avec la grossesse et la fertilité. Selon les chercheurs, Rimfampicin, une composante majeure entrant dans le traitement de la tuberculose, peut réduire l'efficacité des contraceptifs oraux et possiblement d'autres méthodes de contraceptions hormonales telles que les implants, les injections et les contraceptions d'urgence.

Il est nécessaire d'aligner les services de la tuberculose à ceux de la santé sexuelle et reproductive afin que les femmes et les hommes soient mieux informés quant aux implications de ces maladies sur leur santé sexuelle et sur celles de leurs familles.

Le dépistage à la tuberculose et son traitement à l'intention des femmes enceintes dans les cliniques anténatales doivent devenir une des priorités de santé publique de la région. L'information à propos de la tuberculose doit devenir une composante majeure des services de santé sexuelle et reproductive afin que les femmes comme les hommes soient conscients des leurs risques.

Ensuite et c'est tout aussi important, comme les femmes sont en première ligne dans les soins aux personnes infectées par la tuberculose, il est nécessaire de s'assurer qu'elles soient capables de se protéger contre l'infection, de même que leurs familles.

Pour lutter contre ce problème, il est impératif de faire des investissements humains et technologiques énormes, de même qu'investir dans la recherche. Mais ces investissements n'auront des effets positifs que s'ils mettent les besoins de santé des femmes au centre de tout.

Masimba Biriwasha est manager du Africa Regional Campaigns, Communications and Policy pour les réseaux de santé et de développements. Cet article fait partie du service de commentaires et d'opinions de Gender Links qui fournit des vues nouvelles sur l'actualité quotidienne.

Investir dans les femmes, cela rapporte !

Suite de la page 1



Les habitants du village de Solwezi en Zambie contribuent pour financer le pompage d'une nappe phréatique. Ce qui évite aux femmes et aux jeunes filles une marche de plusieurs kilomètres. Photo: Trevor Davies.

réduire la pauvreté, d'augmenter la croissance économique et d'accélérer la mise en pratique des objectifs de développement du millénaire. Investir dans l'autonomisation des femmes n'est pas seulement un devoir moral que nous avons tous mais cette action a aussi une logique économique (...). Investir dans les femmes rap-

porte des dividendes », insiste-t-elle.

Elle a raison et l'argument est tellement logique que l'on s'étonne que la lutte pour l'égalité du genre n'ait pas été utilisée antérieurement comme un argument économique. Comme l'a souligné Girma Wolde-Giorgis, le président de l'Éthiopie (et c'est très révé-

lateur qu'il faille toujours rappeler ce qui est l'évidence même), pays hôte de ce forum, les femmes «représentent la moitié de la population de tous les pays ». Quand on les viole, quand on les empêche de travailler, on ne fait pas un usage optimal de tout leur potentiel humain. «Nous devons élaborer des plans réalisables et qui donnent des résultats. Le temps nous fait défaut et nous devons être pratiques. Si ce forum ne parvient pas à mettre tout le monde d'accord sur un agenda réalisable et pratique, avec des priorités appropriées, l'échec nous guette», a-t-il prévenu.

La bonne nouvelle est qu'il n'y a pas que le Danemark et d'autres pays ayant fait des avancées extraordinaires dans le domaine de l'égalité du genre qui soient sensibles à cet argument. Comme le rappelle Abdoulie Janneh, le sous-secrétaire général des Nations Unies et le secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, « promouvoir l'éducation et la formation de la femme et son accès à la terre, au crédit, à la technologie etc. peut aider les pays africains à augmenter de manière significative leur croissance annuelle. Ce qui leur permettra d'atteindre les objectifs de développement du millénaire. Nous devons mettre l'accent sur l'adoption d'un plan d'action bien pensé et innovant qui transformera les trois sous-thèmes de

ce sixième forum pour le développement de l'Afrique, à savoir Agir pour l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'élimination de la violence contre les femmes en Afrique».

Il ajoute que «quand on prend en considération le fait que l'être humain est la ressource la plus précieuse en ce qui concerne le développement, la marginalisation des femmes veut dire que nous sommes en train de nous priver de plus de la moitié des ressources de l'Afrique dans le processus du développement ».

L'optimisme est donc de mise. Pas nécessairement pour les bonnes raisons, si l'on prend en considération le fait que pendant trop longtemps l'égalité du genre, le renforcement des capacités des femmes et l'éradication de toutes formes de discrimination à leur égard, n'ont été que de belles déclarations d'intention.

Mais qu'importe, la fin, dit-on, justifie les moyens. Investissons, puisque les femmes rapportent des dividendes. Pourvu que l'on ne décide pas en ces temps économiquement incertains qu'il n'y a pas assez d'argent pour investir dans les femmes et qu'il y a d'autres priorités.

Mais, comme l'a promis Ulla Tornaes, le Danemark apportera son soutien et veillera au grain.



ALLO, ALLO ADDIS...

Fleurs, fruits et légumes à gogo

Par Mercedes Sayagues

Il y a du remue-ménage dans l'air vers 4 heures du matin. Les camions arrivent de la campagne chargés de légumes et de fruits pour satisfaire les besoins d'Addis Ababa, une ville de 3.6 millions d'habitants, dont le nom signifie d'ailleurs «nouvelle fleur» en amharic.

A ce moment là le quartier d'Atikilt-tera n'est plus que couleurs et parfums: les différentes variétés de bananes locales, le genièvre, les feuilles de potiron, tous les légumes et

épices qui constituent la délicieuse cuisine éthiopienne.

Les prix sont abordables pour les étrangers: un kilo de bananes à cinq birr, un kilo d'oranges à six birr, une douzaine de piments verts bien forts à un birr. Par contre, un kilo de pommes rouges se vend à 28 birr car elles sont importées d'Afrique du Sud.

Si vous n'avez pas le temps de découvrir le marché, alors faites un tour à la librairie Book World situé dans la Rotunda du vieux bâtiment de l'UNECA. Cette chaîne très populaire de librairies a un bon stock de livres sur l'Éthiopie, pour tous les goûts. Ci-dessous quelques titres intéressants:

«**La Ville et son Patrimoine Architectural 1886-1941**» par Fasil Ghiorgis et Denis Gérard, retrace le développement d'Addis Ababa depuis sa fondation il y a plus de 120 ans et les modes de vie de ses habi-



Photo: Antonio Fiorente.

tants, avec de superbes photos sépia montrant des résidences et des palais qui existent encore, des rues et des monuments. (345 birr)

«**Doromanakeia**» par Dimitris P. Kalogeropoulos, raconte avec affection et humour les mœurs, les habitudes, la vie sociale, la musique, le sport et les autres caractéristiques des communautés grecques, arméniennes, italiennes et autres. (250 birr)

«**Orchidées de l'Éthiopie**» nous entraîne à la découverte des 167 espèces d'orchidées poussant en Éthiopie. Avec des photos et des informations tant pour le spécialiste que pour l'amateur. (245 birr)

«**Children of the Revolution**», le deuxième roman de Dinaw Mengestu, se déroule dans la communauté éthiopienne à Washington, aux États Unis. Le protagoniste princi-

pal, qui a vu son père être tué par les forces de Mengistu, vend les bijoux de sa mère pour émigrer aux États-Unis. Le thème, c'est la nostalgie du pays natal et les efforts entrepris pour refonder un foyer et refaire sa vie sans perdre ses racines éthiopiennes (253 birr).

Pour les enfants: «**Kaldi and the Dancing Goats**» par Sauda Mdahoma et Saru Nordberg. Ce livre raconte la légende du café et est illustré par de jolis dessins (45 birr).

Pour les adolescents: «**Abraham Hannibal and the Battle for the Throne**» par Frances Somers Cock. Il s'agit d'un roman qui raconte l'histoire vraie d'un garçon éthiopien enlevé comme esclave au XVIII siècle et qui est envoyé en France. Il grandira à St Petersburg et évoluera au sein de la cour impériale (65 birr).



Pratiques traditionnelles néfastes

L'obscur héritage de l'Afrique à ses filles

Par Deepa Bhookhun

«On ne veut pas laisser le clitoris tranquille!» Si ces paroles ont eu pour effet de dérider la foule présente dans la salle de conférence numéro un hier après-midi lors de la première journée du sixième forum pour le développement de l'Afrique - et même la réveiller- le sujet figurant sur la table des discussions par contre n'avait rien de léger. Le Dr Morissanda Kouyata, directeur des opérations du Comité Inter Africain à qui l'on doit la citation susmentionnée, parlait des pratiques traditionnelles néfastes toujours en vigueur dans plusieurs pays africains.

« Il faut qu'il y ait un sursaut. Il faut que l'on arrête de triturer nos sœurs et nos mères », a ajouté le Dr Kouyata.

Parce que c'est bien évidemment de cela qu'il s'agit. Un problème, un de ces héritages obscurs qu'a légué l'Afrique à ses enfants. Des traditions qui ont la vie dure, qui résistent à tous les protocoles signés, à toutes les campagnes de sensibilisation et à toute logique. Au nom des traditions. «Je salue les protocoles mais encore faut-il que lesdits protocoles touchent la femme dans le village lointain, la femme au marché ou la femme dans la mosquée.»

Car l'Afrique a légué beaucoup de traditions obscures. «On fait la différence entre une pratique obscure quand elle n'est pas rationnelle, quand on ne peut pas expliquer son origine et quand on ne sait pas pourquoi on est supposé faire ce que nos grands-parents faisaient», explique le Dr Kouyata.

Ci-dessous quelques unes de ces traditions irrationnelles, telles que présentées par le Dr Kouyata.

Mariage précoce et forcé

Le directeur des opérations du Comité Inter Africain a expliqué que tout mariage

précoce est de facto forcé parce qu'un enfant ne peut pas donner son consentement à son mariage. Les conséquences du mariage forcé précoce sont souvent la violence domestique, le viol, les grossesses non désirées, les avortements illégaux qui peuvent être fatals à la femme, l'absence ou le manque de suivi des grossesses, et des accouchements à risques qui peuvent entraîner la mort.

Mutilations génitales des femmes

Cinquante millions de femmes et trois millions de filles à travers le monde subissent des mutilations génitales. Durant les 15 minutes qu'a duré la présentation du Dr Kouyata, au moins cinq filles ont été excisées, a-t-il précisé. Le Dr Kouyata pense qu'il n'y a plus rien à ajouter sur le sujet- « nous en avons tellement parlé que c'est devenu comme un leitmotiv qui ne veut plus rien dire. Il faut un choc. » Et il montre une photo choquante d'une fille qui a été excisée et dont l'organe génital n'existe plus. L'audience en a eu le souffle coupé. Une autre photo vient remplacer la première: l'accouchement d'une femme qui a été excisée. Beaucoup de délégués ont préféré détourner le regard.

Dans certains pays africains, 2% des femmes subissent des mutilations génitales. Dans d'autres pays du continent, cela va jusqu'à 96%.

Le plateau des lèvres

Dans certaines cultures, c'est considéré comme un signe de beauté. Donc on vous fait une large entaille dans la lèvre inférieure pour pouvoir placer le plateau. La taille de ce plateau varie. Quelques fois, il faut aussi enlever les dents de la fille pour pouvoir insérer le plateau. Des fois aussi, il faut faire une entaille dans les oreilles pour accommoder ce plateau. Au nom de la beauté. Telle que vue par les hommes.

Le rapt et le repassage des seins

Kidnapper une fille pour la « vendre » à un mari ou pour qu'elle devienne une esclave sexuelle. Repasser les seins des jeunes filles pour qu'elles ne soient pas l'objet des attentions masculines.

Autres tabous

Des femmes à qui l'on interdit de donner le colostrum (le premier lait maternel qui contient toutes les protéines dont a besoin le nouveau-né) de peur d'intoxiquer l'enfant. On interdit aussi des aliments essentiels à la future mère pendant sa grossesse, par superstition.

